



LA SEMAINE ECONOMIQUE EN BREF

No: 25-05/15 Mai 2015

UN APERÇU SYNTHETISÉ DE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE REALISÉ PAR LA
DIRECTION DES ETUDES, DE L'INFORMATION ET DE LA PROMOTION ECONOMIQUES (DEIPE)
REDACTION: SERVICE DES ETUDES, DE LA PROSPECTIVE ET DE LA VEILLE ECONOMIQUES

SOMMAIRE :

• A LA UNE

IMPACT DE LA SITUATION SÉCURITAIRE À L'EST ET À L'EXTRÊME-NORD: LES HUILERIES ET SAVONNERIES GRAVEMENT TOUCHÉES

• EN BREF

MISE À NIVEAU DES ENTREPRISES: DES FACILITÉS PRÉFÉRENTIELLES EN VUE

DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE: LES PROPOSITIONS DE L'AFD.

L'ANOR SOMME LES ENTREPRISES DE CERTAINS SECTEURS D'ACTIVITÉS À CERTIFIER LEURS PRODUITS

AXE YAOUNDÉ-KRIBI: DE NOUVEAUX FINANCEMENTS DISPONIBLES

LE MINMIDT SUSPEND LA DÉLIVRANCE DES AUTORISATIONS D'EXPLOITATION DE DÉPÔTS DE GAZ

RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE CHINOISE: S&P MET EN GARDE CONTRE LA VULNÉRABILITÉ DE L'AFRIQUE

PRODUCTION DE CIMENT: BIENTÔT L'OFFRE SERA SUPÉRIEURE À LA DEMANDE

LE KASAKHSTAN LANCE UN PROGRAMME DE FORMATION AU PROFIT DES JEUNES AFRICAINS

IMPACT DE LA SITUATION SÉCURITAIRE À L'EST ET À L'EXTRÊME-NORD: LES HUILERIES ET SAVONNERIES GRAVEMENT TOUCHÉES

Le sous-directeur de la Transformation Locale du Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique (MINMIDT) a effectué samedi 16/05/2015, une descente dans la zone industrielle de Yassa à Douala pour toucher du doigt les réalités vécues par les promoteurs des huileries et savonneries, du fait de la situation sécuritaire transfrontalière du Cameroun. Le constat d'une baisse de régime de plusieurs maillons de la chaîne des valeurs du secteur, vient au soutien des résultats de l'étude menée pour analyser ladite situation.

PERSPECTIVES NÉGATIVES POUR LES SAVONNERIES ET HUILERIES

Plusieurs mois après le début de la crise sécuritaire à l'Est et à l'Extrême-Nord Cameroun, une bonne partie d'huileries et de savonneries de la région du littoral est au bord de l'asphyxie. Selon les promoteurs de la majorité de ces usines de transformation, les 90% de leur production totale, destinée aux marchés nigériens et centrafricains, éprouvent des difficultés à être convoyés vers leurs lieux d'écoulement. Cette situation, dans un contexte où les producteurs d'huile se plaignent déjà de la concurrence déloyale qu'ils subissent du fait des importations d'huile, est à l'origine d'une baisse de production de l'ordre 40% chez certains producteurs, avec comme corollaires: des stocks supérieurs à la normale, la mise en congés technique de plusieurs employés, une flambée des prix sur les étals à l'Extrême-Nord, les transporteurs hésitant à y convoier les produits et les perspectives sont négatives.

IMPACTS DE LA CRISE SÉCURITAIRE AUX FRONTIÈRES EST ET EXTRÊME-NORD

Observée par le Ministère de l'Economie, de

la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), la crise qui fait entrevoir des lendemains périlleux aux producteurs camerounais a été analysée, et ses impacts ont fait l'objet d'un rapport publié en décembre 2014. Selon le rapport intitulé: « Impact de la crise sécuritaire sur l'économie camerounaise », la situation aux frontières Est et Extrême-Nord a eu d'énormes effets sur les secteurs productifs notamment sur le tourisme et l'hôtellerie, les transports, le commerce.

On observe ainsi dans la région de l'Extrême-Nord, un net recul du taux d'occupation des hôtels lequel est passé de 50% avant la crise, à 10% en fin 2014. ce recul a eu pour conséquence une baisse du chiffres d'affaires de l'ordre de 16% en glissement annuel. A l'Est au contraire, l'afflux des réfugiés et l'arrivée des ONG, ont fait croître les activités d'hébergement et de restauration surtout dans les zones frontalières.

Dans le domaine des transports la même tendance est observée: quand à l'Extrême-Nord, on observe 7% de diminution du trafic et une baisse de la mobilité, à l'Est on en observe une augmentation de l'ordre de 1.7%.

Pour ce qui est du commerce, la raréfaction des produits en provenance du Nigéria est un fait. L'on note aux postes des douanes de ces régions, une nette diminution de l'exportation de certains produits tels la farine(-74%), le riz (-4%), le ciment(-36%) et autres produits issus de la transformation des industries.

EN BREF

MISE À NIVEAU DES ENTREPRISES: DES FACILITÉS PRÉFÉRENTIELLES EN VUE

Le Bureau de Mise à Niveau (BMN) des entreprises et l'Africain Leasing Company (ALC) ont signé le 18/05/2015 une convention de partenariat pour accorder des facilités préférentielles aux entreprises admises au programme de mise à niveau qui en feraient la demande. Cette démarche participe de l'implication du secteur financier et bancaire dans la mise en œuvre du plan d'accompagnement et de mise à niveau des entreprises. Selon les termes de la convention, l'ALC fournira des services financiers tels que le

leasing, le crédit investissement, la location longue durée aux entreprises admises au plan de la Mise à Niveau que le BMN aura profilées en s'assurant de l'effectivité du programme d'investissement de l'entreprise en cours.

DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE: LES PROPOSITIONS DE L'AFD.

Le Cameroun regorge d'énormes potentialités agricoles. Seulement, les agriculteurs sont confrontés à de nombreux défis majeurs, notamment celui des pertes après récolte, celui des accidents dus aux variations climatiques, mais également celui du financement. Pour sortir

de cet état de choses, Claude Torre, chef de projet à la Division agriculture, biodiversité du département durable de l'Agence Française de Développement à (AFD) Paris, préconise entre autre: la construction d'unités de stockage et de conditionnement, la facilitation de l'accès aux marchés nationaux, sous-régionaux et au financement, la promotion de la petite transformation. L'économiste s'exprimait ainsi dans une tribune que lui donnait l'Association des Anciens Stagiaires, Séminaristes, Auditeurs Camerounais et le Centre d'études financières économiques et bancaires (Assac-Cefeb) qui a appelé le gouvernement à investir davantage pour relever le niveau.



L'ANOR SOMME LES ENTREPRISES DE CERTAINS SECTEURS D'ACTIVITÉS À CERTIFIER LEURS PRODUITS

Dans le but de réduire les conséquences sur le consommateur de la non application des normes en vigueur, l'Agence des Normes et de la qualité (ANOR) a sommé par un communiqué récemment publié, les entreprises des secteurs de l'agroalimentaire, des matériaux de construction et des produits cosmétiques de faire certifier leurs produits commercialisés sur le marché camerounais avant le 29 mai 2015. Tout en invitant les opérateurs des secteurs concernés à se rapprocher de ses services de certification afin d'y engager les formalités y relative. L'ANOR a également fait part de son intention d'imposer comme formalité indispensable à l'enlèvement des marchandises sous douanes, l'établissement d'un certificat de conformité délivré seulement après les prélèvements nécessaires.

AXE YAOUNDÉ-KRIBI: DE NOUVEAUX FINANCEMENTS DISPONIBLES

Le Président de la République du Cameroun a signé le 13 Mai 2015, deux décrets habitant le MINEPAT à signer des accords de prêt d'environ 13 milliards F CFA « pour le financement partiel du projet de construction de la route Olama-Kribi (section I, Bingambo-Grandzambi) ». Le premier décret habilite le Minepat à signer avec la Banque Arabe pour le Développement en Afrique (BADEA), un accord de prêt d'un montant de 12 millions de dollars US, soit environ 6 milliards FCFA, tandis que le second accord de prêt sera signé avec le Fonds de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole pour le Développement International (OFID), pour un montant de 14 millions de dollars US. Cette première section Bingambo-Grand Zambi, longue de 45 km est prévue pour être financée à hauteur de 43 milliards de FCFA, dont 37 milliards à débloquent par les bailleurs de fonds et le reste par le gouvernement. Après le bouclage de la phase de recherche de financement de cette première section dont les travaux sont sensés débiter en Novembre 2015,

il ne restera qu'à se concentrer sur la deuxième section, longue de 53km et qui mène jusqu'à Kribi.

LE MINMIDT SUSPEND LA DÉLIVRANCE DES AUTORISATIONS D'EXPLOITATION DE DÉPÔTS DE GAZ

Le Ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique (MINMIDT) a signé le 7 mai 2015, un communiqué annonçant la suspension de la délivrance des autorisations d'exploitation des dépôts de vente de gaz à usage domestique. A l'origine de cette décision, l'incident survenu samedi 22 novembre 2014 aux environs 19h45 à Yaoundé. En effet, un dépôt de gaz situé au quartier Etoudi à Yaoundé, lieu dit « Berlin » avait explosé, causant des dégâts matériels énormes dont la destruction des câbles alimentant le transformateur du quartier Ngoussou, plongeant la moitié de la ville dans le noir. L'urgence d'un plan de sécurisation des dépôts de gaz, établissements classés dangereux, s'imposait ainsi d'où la décision jusqu'à nouvel ordre du Ministre destinée à remettre de l'ordre dans le secteur.

RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE CHINOISE: S&P MET EN GARDE CONTRE LA VULNÉRABILITÉ DE L'AFRIQUE

Une étude publiée le 21 mai 2015 par l'agence de notation Standard & Poor's (S&P), établit qu'en raison des liens économiques étroits et mutuellement bénéfiques tissés avec l'empire du milieu depuis quelques années, les pays d'Afrique subsaharienne risquent de se retrouver exposés aux effets néfastes du ralentissement déjà perceptible de la croissance économique de la Chine. En effet, l'étude intitulée : «La Chine en Afrique: les bénéfices et les risques» montre que la baisse de régime de l'économie chinoise dont les prévisions actualisées de croissance s'élèvent en moyenne à 6.7% sur la période 2015-2018, alors qu'au cours de la période 2010-2014, la Chine affichait des taux de croissance moyens de 8.5%, a déjà entraîné une chute des cours de certaines des matières premières qui représentent l'essentiel des exportations des pays africains vers l'empire. Ce qui

serait de nature à impacter négativement le solde structurellement déficitaire de la balance commerciale de la majorité des pays de l'Afrique subsaharienne, ainsi que le service de la dette de nombre de pays africains, si des actions de diversification ne sont pas menées.

PRODUCTION DE CIMENT: BIENTÔT L'OFFRE SERA SUPÉRIEURE À LA DEMANDE

Avec les 600 000 tonnes qu'escompte produire le groupe turc Medcem Cameroun, la demande de ciment, actuellement évaluée à 2.8 millions de tonnes l'an, sera bientôt inférieure à l'offre qui avoisinerait les 3.2 tonnes en fin 2016. En effet, le groupe qui venait d'achever les travaux de construction de son usine à Douala, annonce la commercialisation des premiers sacs de son ciment courant Juin 2015. Ceux-ci s'ajouteraient aux 1.6 millions de tonnes de ciments produits par les cimenteries du Cameroun, filiale du groupe Lafarge, ainsi qu'aux 1 million de tonnes produits à égale proportion par CIMAF et les cimenteries Dangoté. Les promoteurs ont justifié leur entrée dans le marché camerounais du ciment par son prix nettement supérieur par rapport à la Turquie, d'une tonne de ciment. En Turquie, elle vaut 70 dollars (35000F) tandis qu'au Cameroun elle vaut 180 dollars, soit près de 90 000 F

LE KASAKHSTAN LANCE UN PROGRAMME DE FORMATION AU PROFIT DES JEUNES AFRICAINS

Le ministre des affaires étrangères kazakh a déclaré, en marge du 8ème forum économique d'Astana organisé par le Kazakhstan, pays hôte, que l'Afrique regorge d'un grand potentiel de développement et d'une population jeune à laquelle il faut juste donner des chances de réussite. C'est ainsi qu'en tant que membre observateur de l'Union Aricaïne, le gouvernement kazakh a contribué, et entend continuer sur cette lancée, à la lutte contre les pandémies, mais surtout à investir dans la formation du capital humain. Fort de son expérience, dans l'industrie gazière et pétrolière, le pays entend lancer un programme dans les domaines tels: l'agriculture et la médecine.

SOURCES:

IMPACT DE LA SITUATION SÉCURITAIRE À L'EST ET À L'EXTRÊME-NORD: LES HUILLERIES ET SAVONNERIES GRAVEMENT TOUCHÉES Le messager N° 4328 du 21/05/2015
 MINEPAT 2014, IMPACT DE LA CRISE SECURITAIRE AUX FRONTIÈRES SUR L'ECONOMIE CAMEROUNAISE
MISE À NIVEAU DES ENTREPRISES: DES FACILITÉS PRÉFÉRENTIELLES EN VUE Cameroon Tribune N° 10845/7044 du 22/05/2015
DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE: LES PROPOSITIONS DE L'AFD Cameroon Tribune N° 10842/7041 du 18/05/2015
L'ANOR SOMME LES ENTREPRISES DE CERTAINS SECTEURS D'ACTIVITÉ À CERTIFIER LEURS PRODUITS Cameroon Tribune N° 10845/7044 du 22/05/2015
AXE YAOUNDÉ-KRIBI: DE NOUVEAUX FINANCEMENTS DISPONIBLES Cameroon Tribune N° 10842/7041 du 18/05/2015
LE MINMIDT SUSPEND LA DÉLIVRANCE DES AUTORISATIONS D'EXPLOITATION DE DÉPÔTS DE GAZ Cameroon Tribune N° 10845/7044 du 22/05/2015
RALENTISSEMENT LA CROISSANCE CHINOISE: S&P MET EN GARDE CONTRE LA VULNÉRABILITÉ DE L'AFRIQUE <http://www.agencecofin.com/investissement/>
PRODUCTION DE CIMENT: BIENTÔT L'OFFRE SERA SUPÉRIEURE À LA DEMANDE Cameroon Tribune N° 10843/7042 du 19/05/2015
CAFÉ: BAISSE DES EXPORTATIONS POUR LES QUATRE PREMIERS MOIS DE LA CAMPAGNE <http://www.investiraucameroun.com/>
LE KASAKHSTAN LANCE UN PROGRAMME DE FORMATION AU PROFIT DES JEUNES AFRICAINS Cameroon Tribune N° 10845/7044 du 22/05/2015
PRODUCTION DES LEGUMINEUSES: L'IRAD FOURNIT DE NOUVELLES VARIÉTÉS Cameroon Tribune N° 10838/7037 du 11/05/2015

